Parti Communiste
Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Deux ans depuis les grèves de masses en France. Conclusions et perspectives pour le mouvement ouvrier Européen.

Intervention du Parti Communiste Révolutionnaire de France à la Conférence de l'ACE, Paris, le 16 mars 2025.

Chères camarades,

Le sujet nous occupant aujourd'hui « Deux ans depuis les grèves de masses en France, conclusions et perspectives pour le mouvement ouvrier Européen », est un sujet particulièrement important pour la classe ouvrière de France non seulement en raison de l'intensité de la lutte de l'année 2023, mais aussi en raison de la longueur de celle-ci, les mouvements de masses d'il y a deux ans étant le pic d'une bataille de long terme. Nous voudrions donc d'abord commencer par replacer la bataille autour de la contre-réforme de 2023 dans le temps long des luttes autour du système des retraites, et l'intérêt de celle-ci pour nos monopoles. Deuxièmement, nous exposerons plus en détail nos positions et analyses sur les stratégies syndicales mises en place, leurs gains ainsi que leurs limites. Enfin, nous intégreront la question des retraites dans un enjeu politique crucial pour les communistes, particulièrement au PCRF aujourd'hui dans une période de construction et renforcement de notre Parti : l'anarcho-syndicalisme et son revers, les bureaucraties syndicales.

Comme nous l'avons dit au départ, la bataille au sujet de la réforme des retraites possèdent une histoire longue. C'est dès 2014 que le gouvernement du président François Hollande tente de s'y attaquer, sans succès. Le gouvernement Macron à inscrit quant à lui dès 2017 la casse du système des retraites comme objectif. La raison en est de l'importance stratégique que les retraites possèdent pour la bourgeoisie Française : elles sont une énorme source de capitaux pour la bourgeoisie et font partie des acquis sociaux gagnés par la résistance armée antifasciste que les monopoles tente d'attaquer, aux côté de l'éducation ou de la santé. En 2019 commencèrent donc les mobilisations

La pandémie du COVID-19 vint couper court aux larges mobilisations que provoquèrent cette réforme, le gouvernement retirant momentanément cette offensive sociale afin de gagner une paix sociale pendant la gestion désastreuse de la pandémie, et ce n'est donc qu'en 2023 que la lutte reprit. Avec un projet de retraite repoussée de 62 à 64 ans avec 43 ans de cotisation, le gouvernement Macron franchissait un nouveau cap. Là où la retraite à points de 2019 tentait vainement d'embrouiller les choses, l'affichage brutal du recul de l'âge de départ dévoilait pleinement l'objectif de la bourgeoisie au pouvoir. En 2023, le rapport de force se modifia pour une possible victoire du mouvement ouvrier et syndical. D'abord, le gouvernement atteignait des pics d'impopularité dans des sondages qui, les uns après les autres, montrait une augmentation du rejet de la réforme (72 % d'opposition le 26 janvier 2023, soit une hausse de 6 points en une semaine). L'impopularité du gouvernement, les violences policières, ainsi que la durée des attaques depuis 2019 avaient installé un rapport momentanément plus favorable à la classe ouvrière.

Adresse postale : **Les Amis d'Ou** PCRF **0084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet : **www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* : **ic.pcrf@gmail.com**

Ainsi, on put assister à une riposte ouvrière d'envergure : les mobilisations des 19 et 31 janvier 2023 furent d'une très grande ampleur (2,5 millions de manifestants dans le pays), ainsi que toutes les luttes qui se sont déployées, entre ces deux dates, dans des secteurs stratégiques des monopoles français : dans la pétrochimie, les industries électriques et gazières, secteurs-clefs de la production française en capacité de faire vaciller le gouvernement. Notre Parti a donc défendu dès janvier 2023, dans nos syndicats comme publiquement la nécessité de défendre des formes de luttes multiples pouvant tenir sur la durée et gagner un rapport de force supérieur : l'organisation du blocage des profits par des grèves générales régionales tournantes qui permet de tenir dans la durée.

En effet, l'interconnexion et inter régionalisation des productions permet en bloquant un secteur géographique de gêner toute la production. Mais cela nécessite un plan de travail. L'autre avantage est de réduire le poids financier de la grève pour les travailleurs puisque sa propre région revient dans la grève selon la préparation du calendrier et la planification de la lutte. Notre parti a également défendu l'appel à des rassemblements nationaux centralisés sur Paris. En effet, ce type de rassemblement permet l'extension de la lutte contre les centres de décisions de l'État par l'occupation dans la rue et l'encerclement ou l'envahissement des lieux de représentation de la démocratie bourgeoise (Assemblée nationale par exemple). Notre Parti a enfin défendu la grève générale comme la démocratie ouvrière ou des formes de luttes capables d'attirer le soutien populaire au mouvement, comme les « robins des bois » salariés d'EDF qui, de Lille à Marseille, déclenchent de la gratuité ou rétablissent le courant pour des usagers en étant privés.

L'intersyndicale et les bureaucraties de tous les syndicats n'avaient cependant pas de stratégie d'affrontement, ni de plan de travail et coordination des grèves ou occupations. Quand elles ne les ont pas empêchés ou freinés, elles n'ont donc rien fait pour organiser les convergences, la solidarité et la communication entre travailleurs en lutte dans leurs entreprises. Les directions syndicales avaient pour stratégie de faire entendre raison au pouvoir public grâce à la « démocratie sociale » ou de s'en remettre au parlementarisme !

Après des mois d'intenses mobilisations et de longues grèves et occupations mais sans coordinations ni stratégie, le mouvement populaire faiblit après l'usage de l'article 49-3, assorti de mesures antigrève et d'un regain de violences policières contre les manifestants. Le 14 avril 2023, la première ministre Borne usa de cet article anti-démocratique, cas d'école de la dictature du capital, permettant constitutionnellement d'outre passer toutes formes de parlementarisme. Des rassemblements spontanés, après ceux encore très nombreux de début avril, ont montré que la colère populaire fût vive, face à cette accumulation d'attaques contre nos droits sociaux et démocratiques. Certains mouvements de grève redémarrèrent avec vigueur, comme ceux des éboueurs de Paris.

Jusque-là, majoritairement cantonné aux appels de l'intersyndicale à manifester, le mouvement de contestation a commencé, dès le mois de mars, à dépasser le cadre des marches syndicales sans lendemain pour donner lieu à des formes d'organisation et d'action différentes : les rassemblements spontanés se sont multipliés, les gilets jaunes sont revenus dans le combat, les sections syndicales les plus radicales poursuivent les appels à la grève et procèdent aux coupures (électricité, carburant, éboueurs, etc …), aux blocages des entreprises, des universités, des routes, qui sont de plus en plus nombreux ; des rassemblements sont marqués par la convergence des mots d'ordre et des actions, unissant des travailleurs en lutte, des étudiants et lycéens et des retraités. Pourtant, la mobilisation ne sut tenir sur le long terme, et dès juin 2023, les grèves de masses furent terminées ainsi que les manifestations organisées ou spontanées.

Il convient d'abord de revenir sur les tactiques et stratégie mises en place par les directions syndicales durant cette bataille afin d'en saisir les enjeux et limites. En effet, en lieu et place de grèves tournantes à des échelles de régions ou de fédérations par secteurs-clefs, les grèves furent conduites, selon une expression péjorative des

bases, à « saute-moutons », à raison d'une journée par semaine accompagnée de manifestations. Une telle forme de lutte ne pouvait non seulement pas tenir sur la durée, mais non plus construire un rapport de forces capable de bloquer réellement les profits des monopoles à l'échelle du pays. Si tactiquement les grèves furent donc non coordonnées et planifiées, la stratégie de dialogue social en lieu et place d'une confrontation de classe impacta dès le départ le mouvement populaire. En effet, en organisant des rencontres entre dirigeants syndicaux et le gouvernement, une telle stratégie ne pouvait qu'amplifier le décrochage des directions nationales avec leurs bases par un manque de débat sur les formes de luttes et des mots d'ordres, liée qui plus est à la question pratique d'une incapacité à coordonner en toute autonomie tactique fédérales et régionales avec une stratégie nationale.

Ces difficultés, que notre Parti documenta et affronta à travers notre journal intervention communiste ainsi que l'action de nos camarades, se reflétèrent avec une acuité particulière lors du 53ème congrès de la CGT en Mars 2023, au cœur de la lutte pour les retraites. Nous avons écrit un article à ce sujet dans notre journal Intervention Communiste 176.

A partir de ce bref bilan, notre Parti fait le lien entre cet échec que fût cette lutte avec certaines racines historiques propre à la France, qui plus est dans une période comme la nôtre de construction d'un Parti Léniniste aujourd'hui. C'est à travers ces racines que nous pensons pouvoir apporter perspectives et conclusions pour le mouvement ouvrier, en ce qu'elles nous informent de certaines tendances à combattre à une époque de défense du Léninisme.

« La France est le pays classique de la lutte des classes », un exemple de spontanéité, nous enseignent Marx et Engels au 19ème siècle. La classe ouvrière a eu tendance, tout d'abord en raison de sa faiblesse numérique, mais aussi à cause de ses illusions démocratiques découlant du caractère radical de la révolution de 1789, à subordonner son action à la bourgeoisie républicaine contre l'aile réactionnaire et monarchiste de la classe capitaliste.

Autre particularité, le marxisme fut introduit plus tardivement que dans les pays voisins. Les courants ouvriers les plus influents restaient sous l'emprise de la petite-bourgeoisie et son célèbre représentant Proudhon. Des déviations légalistes parlementaristes, chauvines et anarchistes se réactivèrent donc à différentes époques, dans le mouvement ouvrier, socialiste puis communiste. La racine politique de ces déviations multiples à sa source dans la non-assimilation ou le rejet de la théorie matérialiste de l'État favorisée par le jacobinisme, et le jauressisme.

D'autres facteurs objectifs comme la structure des classes sociales en France ou l'impérialisme français ont contribué à la domination du réformisme dans le mouvement ouvrier. Face à ces divers courants opportunistes, Guesde, défenseur du marxisme en France, faute d'une pleine assimilation de la théorie marxiste de l'Etat, va être dans l'incapacité de lier les batailles sociales revendicatives à la bataille générale et stratégique contre le capitalisme. A la fin du 19ème siècle, le mouvement syndical se développa rapidement. La CGT, fondée en 1895, dénonça, non sans raison, le « rôle parasitaire des élus », ce qui déboucha sur une méfiance à l'égard des partis politiques, y compris socialistes de l'époque. Un des résultats en sera la Charte d'Amiens de 1906. Le syndicat CGT se dotait donc d'une « mission politique », en se voulant maladroitement embryon de la « société socialiste naissant au sein du syndicalisme », combiné d'un « ouvriérisme » anti-Parti, d'un « grévisme » et d'un anarcho-syndicalisme. Le délai qui nous est imparti est trop court pour développer notre analyse que vous pourrez trouver dans notre brochure de 60 pages « travail syndical et travail communiste aux entreprises » qui se trouve sur les tables et que nous pouvons vous fournir en anglais.

Il ne faut pas sous-estimer les dégâts et penser qu'il suffirait de fixer un cahier revendicatif syndical pour que tout reparte, il faut réfléchir en profondeur sur les formes de luttes nécessaires pour que le mouvement gréviste l'emporte. Il faut mesurer pleinement que les bureaucraties syndicales ne sont pas simplement « molles », mais qu'elles sont un relais de la politique et des intérêts monopolistes. D'où l'importance décisive du travail à la base, parmi les travailleurs dans son syndicat et sa section syndicale.

La nécessaire recomposition syndicale de classe et de masse se fera quand la bureaucratie syndicale, de l'union locale ou du syndicat d'entreprise à la direction confédérale pour la CGT, apparaitra comme traîtresse aux yeux des masses, il faut y travailler inlassablement et c'est dans les luttes que les trahisons se révèlent, pas par la proclamation de principes révolutionnaires souvent mal interprétés dans les syndicats.
Durant la dernière période, toutes les organisations réformistes syndicales se sont littéralement intégrées à l'appareil d'Etat. L'aristocratie ouvrière est une véritable couche sociale sous l'impérialisme. Combiné à la fidélité à l'appareil syndical, le réformisme politique dominant, anti « syndicalisme de classe » depuis désormais les années 90, mais déjà puissant dès les années 80 (y compris à la CGT, tirée vers le bas depuis la fin des années 50 avec le révisionnisme et la social-démocratisation du PCF), ce réformisme a commis des dégâts idéologiques très profonds chez les cadres désormais y compris moyens ou petits du syndicalisme (Union Départementale, Union Locale, syndicats de base).

C'est la réalité du syndicalisme français, réalité qui a contribué à priver le mouvement ouvrier de victoires sociales, même s'il est vrai que c'est dans un contexte de contre-révolution mondiale. Le mouvement de lutte a quand même réussi à empêcher le CPE (contrat première embauche) de Villepin et Sarkozy en 2006, mais au prix d'un débordement des directions syndicales (y compris de la direction confédérale CGT) qui n'a pas encore eu lieu dans la lutte pour les retraites.

Lors du tournant eurocommuniste du PCF, cette trahison de classe a eu des répercussions catastrophiques dans le mouvement syndical, car cela s'est traduit par un encouragement politique aux courants réformistes et par la capitulation des dirigeants. Dès 1981, avec l'élection de Mitterrand et la participation du PCF au gouvernement, les fédérations syndicales CGT poussent à la modération des revendications, lâchant les secteurs combatifs qui sont en lutte. La CGT quitte la FSM et rallie la CES, avant de rejoindre la Confédération Syndicale Internationale. Durant des décennies s'est donc installé une interdépendance entre les directions opportunistes et eurocommunistes du PCF avec les directions syndicales réformistes et bureaucratiques, l'un entretenant l'autre continuellement. Cette dynamique possède bien sûr des bases objectives, dont en premier lieu les aristocrates ouvriers sous leurs diverses formes d'existences sociales formant la base objective de pénétration des vues réformistes et bourgeoises au sein du mouvement ouvrier. Ajoutons à ces aristocrates, des modifications fortes dans la composition de la classe ouvrière Française.

On pense au recul des secteurs traditionnels (la métallurgie, la sidérurgie, le textile…) mais aussi la numérisation de l'économie, l'externalisation d'une partie de la production par la bourgeoisie monopoliste vers des Petites et Moyennes Entreprises mais étroitement contrôlées par elle ; les délocalisations et l'internationalisation de la production ; le double mouvement de l'élévation relative de la qualification de la force de travail, ayant renforcé momentanément d'autant plus l'aristocratie ouvrière, tout comme la pérennisation du chômage et la répression antisyndicale. En ce qui concerne la France d'aujourd'hui et le résultat de cette dynamique historique, le mouvement syndical est donc largement dominé par toutes les variétés du réformisme et de l'opportunisme, la récente direction CGT avec Sophie Binet ayant par exemple appelé à voter unilatéralement pour le pseudo « Nouveau front populaire ».

Ce qui s'est donc joué pour notre Parti lors de la lutte pour les retraites est l'exacerbation du résultat de l'évolution décrite précédemment : des bases combatives sur des positions de classes et de masses dans les formes de luttes comme d'organisations mais tendant à l'anarcho-syndicalisme faute de parti communiste, en réponse à de bureaucraties syndicales omniprésentes ne pouvant pas être à la hauteur des enjeux de cette bataille.

Durant la bataille des retraites comme aujourd'hui, dans la construction de notre Parti, nous défendons que l'intervention des communistes, comme militants syndicaux et comme membres du parti, est plus que jamais nécessaire, afin que par les faits et l'expérience nous puissions en même temps que combattre le syndicalisme d'accompagnement, surmonter l'anarcho-syndicalisme que nous constatons dans le mouvement syndical. Il est tout de même important de rappeler que ces tendances des bases de la CGT et de ces secteurs les plus combatifs sont fondamentalement saines dans leur rejet des politiques menées par les directions mais qui ne pouvant que déboucher sur une conception trade-unioniste de la lutte, c'est-à-dire finalement tout aussi réformiste que ceux que l'on prétend combattre. Dans cette bataille, notre parti a décidé que ses militants devaient participer à toutes les initiatives visant à reconstruire le syndicalisme de lutte des classes, sans sectarisme, par l'expérience et le débat de fond sur les résultats des luttes.

Dans un même mouvement, renforcer un syndicat de classe et de masse forme et renforce par l'expérience un Parti Léniniste et ces cadres, sans nier les différences entre les tâches du syndicat et du Parti afin que l'impasse des « syndicats rouges » anarcho-syndicalistes puisse être dépassé à même la lutte de classes. Sans intervention des communistes révolutionnaires, la lutte syndicale ne mène pas à la compréhension de la nécessité du renversement du capitalisme et de la nécessité du communisme. Notre objectif stratégique en France est la construction du Parti fort et reconnu dans les masses tandis que cet objectif est embrouillé par un faux Parti communiste (le PCF) et des organisations satellites tout aussi opportunistes. Si l'existence d'une centrale de classe n'est pas mécaniquement liée à l'existence d'un Parti Communiste de type révolutionnaire, la concomitance ou la corrélation entre les deux semblent étroite.

Chers camarades, comme le Parti Communiste léniniste, le syndicalisme de classe a ses racines matérielles, créés par l'exploitation du travail salarié. Aucune mesure administrative ou autoritaire d'une direction confédérale ou d'une centrale, comme on en voit souvent, ne pourra changer cet état de fait. La crise du capitalisme à son stade impérialiste, les contradictions renforcées contemporaines, créent chaque jour, à partir de toutes les injustices, des fermetures, des délocalisations, les conditions de la renaissance du syndicalisme de lutte de classe et d'un Parti communiste révolutionnaire.

Le PCRF, 16 mars 2025

Adresse postale : **Les Amis d'Ou** PCRF **0084 - 75862 Paris Cedex 18 –**
Site Internet : **www.pcrf-ic.fr** *Adresse Internet* : **ic.pcrf@gmail.com**